

**A l'attention de la Commission d'enquête
publique préalable à l'approbation du PPRT
de la zone industrielle de Port-Jérôme**

Lillebonne, le 06 mai 2014

Objet : Observations de la Société Cabot Carbone dans le cadre de l'enquête publique préalable à l'approbation du PPRT de la zone industrielle de Port-Jérôme

Messieurs,

Vous trouverez ci-jointes, les observations que la société Cabot Carbone souhaite formuler dans le cadre de l'enquête publique préalable sus-nommée en cours. Cette enquête publique fait suite à un long processus de concertation et de consultation des personnes et organismes associés (POA).

Sur le processus de concertation et son bilan (pièce n°11), nous nous étonnons du nombre de modifications effectuées unilatéralement par les services instructeurs sur le projet de règlement (pièce N°2). En effet, au-delà des commentaires effectués par les POA qui ont pu motiver un certain nombre de modifications du projet de règlement, de nombreux autres changements ont été effectués dans le document proposé par les services instructeurs. Ces changements sont présentés en page 25 du bilan de la concertation comme « ...quelques modifications ... » ayant pour « ...objectif d'améliorer la lecture et la compréhension de ces documents ». Or, nous estimons qu'un nombre important de ces changements modifie le fond par rapport au document soumis à l'avis des POA.

Nous pouvons illustrer cette remarque par quelques exemples :

- la suppression des notions de reconstruction, reconstruction à l'identique et changement de destination de l'article II-2.2.1.1 modifie drastiquement les conditions de réalisation de ces opérations par rapport au document initial. Cette modification est de nature à remettre en cause la réalisation de ces opérations et donc le maintien de l'activité économique sur la zone. La formulation initialement retenue faisait notamment la distinction entre les reconstructions faisant suite à un événement non lié aux risques technologiques et celles faisant suite à un accident industriel.

- la modification apportée aux articles II-2.1.1.2 et II-2.2.1.2 quant aux conditions d'admission des sous-traitants et prestataires aux zones grisées (mais aussi dans les paragraphes concernant les autres zones) change complètement l'approche par rapport au document soumis à l'avis des POA et ouvre de plus la porte à des interprétations diverses et variées : comment définir une prestation « ne pouvant être réalisée sur site » ? Cette modification du projet de règlement est de nature à remettre en cause la compétitivité des prestataires et sous-traitants de la zone ainsi que celle des entreprises utilisatrices. De plus, elle semble contraire à l'objectif de réduction du risque pour les personnes en impliquant un accroissement notable des flux de circulation routière.

D'autres modifications ont été apportées au document à l'appui de commentaires de POA mais en induisant un changement important du fond par rapport au document d'origine. Par exemple :

- la nouvelle formulation relative à la réalisation d'infrastructures qui fait suite à la remarque n°6 formulée par la Communauté de Communes Caux Vallée de Seine n'est plus suffisamment claire quant aux conditions d'autorisation. Il nous semblerait opportun de préciser que dans toutes les zones du PPRT sont autorisées les infrastructures destinées à desservir les activités autorisées dans toutes les zones du PPRT.
- au commentaire n°44 formulé par Exxonmobil Chemical France et Esso Raffinage quant à une problématique de numérotation de renvois au sein des articles, la réponse apportée précise que les dits articles ont été simplifiés et que les erreurs n'apparaissent plus. En réalité, les articles ont été modifiés sur le fond en faisant disparaître les cas de reconstruction, reconstruction à l'identique et changement de destination (voir remarque précédente). La formulation utilisée dans le bilan de la concertation semble de nature à induire une mauvaise compréhension du commentaire du POA et de sa prise en compte par les services instructeurs.
- au commentaire n°55 formulé par Exxonmobil Chemical France et Esso Raffinage quant à la définition des activités prestataires et sous-traitantes dans le glossaire du règlement de PPRT, il est indiqué que cette remarque a été prise en compte. Or, la formulation proposée dans le projet de règlement ne correspond pas au résultat de la concertation et ne répond pas à la demande du POA. L'ajout d'un second alinéa (« Les prestations sont uniquement celles nécessitant une présence sur la zone, c'est-à-dire ne pouvant pas être réalisées hors du site ») et la modification du premier alinéa (« ... sous réserve que la société intervienne un temps significatif (de l'ordre de 70% de son temps) dans au moins l'un de ces établissements ou activité. ») sont de nature à profondément modifier les conditions d'implantation de telles activités sur la zone industrielle de Port-Jérôme, à provoquer la délocalisation d'un certain nombre d'activités et finalement contraire à l'objectif initial de protection des personnes. Là aussi, la formulation utilisée dans le bilan de la concertation semble de nature à induire une mauvaise compréhension du commentaire du POA et de sa prise en compte par les services instructeurs.

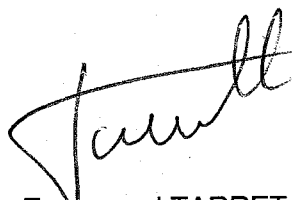
Enfin, il nous semble délicat de mentionner en page 25 du bilan de la concertation (pièce n°11) que les modifications apportées par les services instructeurs « n'ont pas fait l'objet de remarques des POA... » puisque les POA n'ont aucunement été consultés sur un certain nombre de ces modifications qui ont été réalisées de façon unilatérale par les services instructeurs entre la période de consultation des POA et le début de l'enquête publique.

Sur le projet de règlement de PPRT soumis à l'enquête publique, et au-delà des points mentionnés ci-dessus, nous souhaiterions formuler quelques remarques :

- Pourquoi faire mention des bâtiments existants dans l'article II-1-2 alors que le titre II du règlement traite des projets ?
- Pourquoi mentionner le cas des démolitions dans l'article II-2.2.1.2 qui traite des constructions autorisées sous conditions ?
- L'article II-2.2.3 a été modifié par rapport au document soumis à l'avis des POA et fait apparaître un alinéa relatif aux conditions d'exploitation et de maintenance des constructions. Pourquoi faire mention de ces conditions dans un document d'urbanisme ?

Compte-tenu de l'ensemble des changements entre le document soumis à l'avis des POA et le projet de règlement (pièce n°2) aujourd'hui soumis à l'enquête publique, nous tenons à souligner que la société Cabot Carbone ne peut maintenir son avis favorable tel qu'il avait notamment été formulé lors de la CSS du 18 novembre 2013. Si l'avis des POA était demandé sur le document aujourd'hui soumis à enquête publique, Cabot Carbone ne pourrait que formuler un avis défavorable. Pour sortir de cette situation, nous proposons, pour l'ensemble des modifications effectuées qui ne résultent pas d'une remarque d'un POA ou qui ne résultent pas de la transcription d'un texte de loi, de revenir aux formulations proposées dans le projet règlement de PPRT soumis à l'avis des POA en date du 18 octobre 2013.

Nous restons, Messieurs, à votre entière disposition pour d'éventuelles clarifications et vous prions d'agréer nos salutations distinguées.



Emmanuel TARRET
Directeur – Cabot Carbone